

Compte-rendu du CE du Siège

9 & 10 Novembre 2015



CE Extraordinaire du 9 novembre 2015

Vos élus CGT

Claude Belestin, Rafaèle Bourgier, Michèle Cahin, Marc Chauvelot, Luc Deléglise, Sonia Deputier, Caroline Gindre, Philippe Goldmann, Claude Gueneau, Michela Law, Boris Muffolini, Christophe Vignal, Ghislaine Vingot

Représentant syndical:
Christian FRUCHARD

Absentéisme au Siège: face au constat alarmant, un dialogue de sourds

Une vingtaine de représentants côté direction pour une séance qui a tourné court, la direction ayant décidé unilatéralement de n'y consacrer qu'une demi-journée. Une initiative malheureuse tant la situation est alarmante. Le signe d'un dialogue social extrêmement dégradé.

Le constat d'un absentéisme croissant, analysé depuis plusieurs années dans les différentes instances, est confirmé par la direction de la santé qui a mis au point avec le cabinet Alma CG un outil de comparaison avec plusieurs autres grandes entreprises. Il démontre que le Siège se situe largement au-delà des seuils constatés ailleurs (environ 5%).

Sont particulièrement concernés par les absences pour maladie des professions comme les OPS (14,03%), les chargé(e)s de gestion administratives (13,86%), les OPV (11,74%), les JRI (10,66%) , surtout côté France 2 où ils ont cessé le travail pendant 4 jours, les monteur(se)s (6,31%)... Un gâchis humain considérable quand on constate par exemple que les 92 OPS du Siège connaissent en moyenne 51,2 jours d'absence pour maladie par an !

Ce constat est confirmé par les médecins du travail, les assistantes sociales et psychologues qui ont aussi tiré la sonnette d'alarme. "Je ne m'attendais pas à trouver une telle situation en arrivant dans cette entreprise il y a un an" souligne l'une des intervenantes.

C'est dire s'il est urgent de trouver des solutions. Or force est de constater que l'état du dialogue social ne permet pas de construire quoi que ce soit. Contrairement aux discours de la direction qui se permet d'affirmer dans le site d'Alma CG que « le dialogue est beaucoup plus serein sur les aspects qualité de vie au travail avec les partenaires sociaux ».

Sur ces sujets, comme sur d'autres, le double

langage est insupportable. Delphine Ernotte qui affirme que « la santé sociale impose de restaurer la confiance au sein des équipes et de donner toute sa place à l'écoute et au dialogue » doit en être consciente.

A la demande des élus, la direction a annoncé la tenue d'une nouvelle séance extraordinaire sur ce sujet d'ici la fin de l'année.

CE Extraordinaire du 10 novembre 2015

Info 2015: La direction veut passer en force

A l'ordre du jour ce nouveau CE extraordinaire, la consultation sur le "projet de déménagement transitoire" (sic!) au sein de la direction de l'information dans le cadre du projet Info 2015.

Alors que la veille les élus ont fait le constat accablant de l'absentéisme au Siège, la direction prétend passer en force sur ce projet Info 2015 qui participe justement de la montée des troubles psycho-sociaux constatés au sein des rédactions, et ce dans la plupart des métiers.

Et comme si de rien n'était la veille, la direction veut même accélérer le mouvement en jouant sur le formalisme du "délai préfix" de 3 mois à compter de l'envoi des documents aux élus du CE qui rendrait possible les déménagements à partir du 2 février 2016...

Les élus du CE ont refusé d'entrer dans le processus formel de consultation sur un projet de plus en plus contestable compte tenu du lancement du projet de chaîne info en continu et du lancement simultané des Assises de l'entreprises censées permettre aux salariés de contribuer au projet d'entreprise.

Paris, Malakoff, Issy-les-, Vaise, 10 novembre 2015

Prochain CE :
24 & 25 novembre 2015

D'ici là, vos élus CGT se tiennent à votre disposition

Pourtant depuis sa présentation en septembre 2012 (plus de 3 ans!), ce projet est unanimement rejeté par les salariés et leurs organisations syndicales

De plus, Delphine Ernotte, devant la représentation nationale, s'est engagée il y a quelques jours à définir le cahier des charges éditorial des différentes éditions. Pourquoi la direction n'en tient-elle aucun compte avant de passer à la phase du déménagement?

Les élus CGT rappellent qu'ils sont opposés à la fusion des rédactions qui mettra fin au pluralisme au sein de France télévisions et qui signera la disparition de la Rédaction Nationale au sein du réseau France 3. Sans ambition éditoriale, ce projet de news factory, indigne du service public, affaiblira le débat démocratique à un moment particulièrement crucial de la vie politique de notre pays.

A l'issue d'un bref échange et après avoir adopté une résolution, l'ensemble des élus a quitté la séance.

Les élus de la CGT demandent l'arrêt du projet Info 2015.

CGT France télévisions Siège
Bureau A210
7 Esplanade Henri de France
75907 Paris cedex 15
cgt.siege@francetv.fr
01.56.22.47.04